

Monsieur le Recteur,

En premier lieu, nous souhaitons vous interroger sur votre refus d'accueillir, lors de ce CTA en distanciel, les experts que nous avons souhaité inviter. En effet, les points qui les concerne ont été précisément étudiés par certains de nos collègues et leur expertise nous est nécessaire à les comprendre et à soulever les questions utiles. Si vous considérez qu'un point à l'ordre du jour du CTA, sous prétexte qu'il ne fait l'objet que d'une information, ne laisse pas la place l'oreille et à la parole de nos experts, alors que vaut ce point d'information ? Pire, nous avons demandé la présence d'un expert pour nous éclairer sur un point sur lequel nous devons nous prononcer et vous nous refusez cet éclairage avisé. Comment donc prendre position ? Quelle utilité revêt un CTA sans dialogue éclairé possible ?

Plus largement, nous nous interrogeons : en tant que fonctionnaires de l'État, à qui devons-nous nous adresser ?

Cela fait maintenant un certain temps, pour ne pas dire un temps certain, que nous dénonçons la dégradation du dialogue social dans son ensemble et que, si vous avez personnellement rétabli des discussions avec nous, force est de constater que les corps intermédiaires semblent être devenus les marionnettes d'une République qui n'a que faire de sa démocratie. Au mieux, nos dirigeants ignorent notre utilité, au pire, ils s'en défient.

Pourtant, quel est notre rôle ? Celui de garantir le fonctionnement démocratique de l'État, celui de permettre une connexion cohérente entre l'action publique et les individus, celui de permettre l'existence d'un équilibre entre les intérêts collectifs et les préoccupations particulières légitimes.

Pour continuer à remplir ce rôle, à qui devons-nous nous adresser ? En tant qu'organisations syndicales, nous représentons des salariés, fonctionnaires, professionnels investis de missions de service public, et nous sommes censés permettre aux organisateurs des services que vous êtes, aux hauts-fonctionnaires que vous représentez, de prendre des décisions de façon éclairée, avec entre les mains tous les éléments, y compris ceux des observateurs « de première ligne » et d'experts que nous sommes dans nos professions.

Bien entendu nous ne pouvons pas être toujours d'accord sur la mise en œuvre de toute la politique éducative, la preuve en est, nos organisations sont plurielles, et nous divergeons très régulièrement. C'est le principe démocratique, c'est l'intérêt même de la démocratie.

Et au fond peu importe car aujourd'hui, à qui devons-nous nous adresser ?

En effet, finalement, quel pouvoir d'action est-il censé officiellement rester à nos dirigeants ? Dans les faits à peine un mois... Un mois de préparation de rentrée catastrophique avec des DGH inacceptables et des suppressions de postes. Bref, l'annonce malheureusement devenue habituelle de conditions de travail dégradées. Les seules améliorations envisagées sont sous forme de primes, des pansements sur

des jambes de bois, qui n'ouvrent aucune perspective de long terme. Pourtant, nous alertons depuis des années et plus particulièrement depuis l'arrivée au ministère de Monsieur Blanquer, sur la mise à mal du service public d'éducation, et sur la gestion calamiteuse de la crise, dans laquelle aucune de nos propositions, aucun de nos mandats, n'est jamais pris en compte.

Messieurs Blanquer, Castex et Macron, à décider seuls, sont donc les seuls responsables du chaos qui s'annonce, du malaise grandissant, du délitement de l'Éducation Nationale et de la fracture que cela engendra dans l'avenir, car les élèves qui souffrent injustement aujourd'hui, seront les citoyens divisés et en colère de demain. Cela n'est pas une question d'idéologie, c'est notre constat au quotidien.

Alors, admettons que nous fassions « comme si ». « Comme si » la nécessaire continuité du service public pouvait nous permettre d'ignorer la fin du mandat. « Comme si » le probable futur candidat Macron était réélu, et « comme si » la poursuite de la politique éducative actuelle était *En Marche*.

Dans ce cas, à qui devrions-nous nous adresser ? En effet, nous sommes les représentants syndicaux d'un service public d'éducation, composé majoritairement de fonctionnaires, qui sont les garants de la neutralité du service public et de sa continuité, et qui avons passé des concours qui garantissent non seulement nos compétences professionnelles, mais également le sens éthique et des responsabilités sociétales de nos missions. Autrement dit notre capacité à défendre les valeurs de la République : la Liberté, l'Égalité et la Fraternité.

Que nous annonce-t-on comme mise en œuvre politique pour l'Éducation si Emmanuel Macron est réélu ? La fin des concours et la disparition du statut de fonctionnaire. La libéralisation donc du marché de l'emploi dans l'éducation. La fin donc, de ce qui fonde une idée historique de la Nation française et le piétinement de deux des trois valeurs fondamentales que nous défendons fièrement jusqu'ici : l'Égalité et la Fraternité. Et là, en effet, il ne s'agit plus que de constater la destruction concrète de notre école, mais la construction d'idéologies contraires : le pouvoir en place ne souhaite pas écouter les corps intermédiaires mais les détruire, ne souhaite pas renforcer la démocratie mais la fragiliser, ne souhaite pas souder les équipes mais les diviser, ne souhaite pas éduquer les élèves mais les trier.

Ce n'est pas notre ambition pour l'école, ce n'est pas notre ambition pour la jeunesse, ce n'est pas notre ambition pour l'avenir de notre pays.

La FSU demande donc un plan d'urgence pour l'Éducation mais ne sait plus à qui elle doit s'adresser.